

Passez à l'attac !

il n'y a pas d'alternative



ATTAC : QUI SOMMES NOUS ?

L'Association pour une Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne :

- **Éclaire** les enjeux économiques et sociaux actuels à travers des ouvrages, des conférences et des débats,
- **Propose** des solutions concrètes aux problèmes économiques quotidiens des citoyens-nes, en s'appuyant sur les analyses approfondies de spécialistes et de militants de terrain,
- **Organise** des actions citoyennes pour bâtir une société plus juste et plus solidaire au niveau local, national et mondial.

Attac n'est pas un parti politique mais une association d'éducation populaire tournée vers l'action.

Son but est de proposer au débat citoyen des solutions alternatives aux politiques économiques et sociales actuelles.

Ensuite, c'est aux citoyens-nes d'agir.



ATTAC: POUR QUOI FAIRE ?

Dès sa création en 1998, attac a dénoncé les politiques néolibérales, c'est-à-dire le projet de domination totale du capital sur l'économie en éliminant tout ce qui pourrait faire obstacle aux profits.

Le néolibéralisme conduit à l'accroissement des inégalités, à la disparition progressive de la sécurité sociale et des services publics, à la montée de comportements individualistes au détriment de la solidarité, au pillage de l'environnement et à l'affaiblissement des démocraties.

C'est pourquoi attac, par ses analyses, ses débats et ses actions, mobilise les citoyens pour construire une nouvelle organisation économique et sociale :

- **Plus juste**
- **Plus solidaire**
- **Plus respectueuse de l'environnement**
- **Plus démocratique**

Les 5 piliers du néolibéralisme...

Les politiques néolibérales, appliquées dans un nombre croissant de pays, s'appuient sur 5 piliers principaux :

- Le libre-échange et la libre circulation des capitaux;
- L'exploitation sans limite de la nature;
- La croissance du profit au détriment de la rémunération du travail;
- La privatisation des services publics et des biens publics mondiaux;

... ont débouché sur une crise globale.



— *Il ne suffit pas de changer le pansement, il faut penser le changement.*

Pierre Dac



— *Nous la maîtrisons parfaitement...*

- Le contrôle des démocraties.

Pour augmenter sans cesse les profits, il a fallu accroître les échanges, développer des outils de spéculation financière, privatiser des services et biens communs, comprimer les salaires et les prix des matières premières en sacrifiant l'homme et la nature.

Il en a résulté une crise globale, à la fois financière, économique, sociale et écologique.

Attac propose une analyse des conséquences des 5 piliers du néolibéralisme qui ont conduit à la crise et des solutions nouvelles de sortie de crise.

Premier pilier: Le libre-échange et la libre circulation des capitaux

Le libre-échange

C'est l'ouverture des frontières en supprimant tous les obstacles qui limitent la quantité de biens et services échangés (droits de douane, quota, normes nationales...).

La libre circulation des capitaux

C'est la liberté totale pour les investisseurs de placer et d'investir leurs capitaux partout dans le monde, y compris dans les paradis fiscaux.

Libre-échange intégral et libre circulation des capitaux sont indissociables pour accroître les profits.

Attac refuse le libre-échange des marchandises et des services, la libre circulation des capitaux ainsi que les politiques de déréglementations qui y sont associées.



— *Selon nos accords, vous achetez notre sable.*

- Certes, la concurrence accrue par le libre-échange incite les entreprises à produire moins cher ou à miser sur la qualité de leurs produits et à innover pour vendre plus sur le marché national et à l'extérieur.
- Certes, les consommateurs peuvent bénéficier de prix plus bas...



Mais le libre-échange détruit:

- la capacité des États à définir des politiques économiques autonomes au service des citoyens. Il empêche un pays en développement de protéger des productions locales vitales.
- les services publics (éducation, santé, poste, transports) soumis à la concurrence d'entreprises privées sans les mêmes contraintes de « service à la collectivité ». Les ménages les plus pauvres en souffrent le plus.
- des productions artisanales en imposant des normes mondiales qui les excluent.
- des emplois.

Il pousse à la compression des salaires et à la dégradation des systèmes de protection sociale dans les pays développés en favorisant les délocalisations dans des pays à bas salaires et faible protection sociale et de l'environnement.

Le protectionnisme (mise en place de barrières à l'entrée des produits et services étrangers) n'est pourtant pas la solution car 70% des échanges mondiaux sont constitués de biens intermédiaires dont nous avons besoin pour fabriquer nos produits.

Par ailleurs, la libre circulation des capitaux favorise la fraude fiscale et le blanchiment des activités criminelles.

Alors que faire ?

- Encadrer la réglementation des échanges et mettre en place un contrôle public des mouvements de capitaux;
- Taxer les transactions financières (taxe Tobin);
- Relocaliser certaines productions et mettre en place des taxations kilométriques;
- Développer le commerce équitable;
- Réguler les marchés agricoles et supprimer les marchés spéculatifs;
- Aider les personnes et les territoires plutôt que les entreprises
- Renforcer les politiques en faveur de la protection sociale, des services publics et de la diminution du temps de travail;
- Faciliter le transfert des connaissances et des technologies vers les pays pauvres.



Deuxième pilier: L'exploitation sans limite de la nature

La vision de l'environnement comme un stock à exploiter sans limites et comme dépotoir infini a été poussée à son extrême par le néolibéralisme. La recherche du profit à court terme et le refus de remettre en question la croissance économique sans fin apparaît incompatible avec les limites physiques de la planète.

- **L'épuisement des ressources énergétiques fossiles est inéluctable.**
- **Les écosystèmes et les services qu'ils nous rendent sont très dégradés.**
- **Les déchets toxiques s'accumulent dans l'air, l'eau, les sols et nos**

aliments.

Ce sont les pays les plus pauvres qui souffrent le plus de l'accaparement des ressources naturelles et de la biodiversité, de « l'accueil » des déchets polluants.

Ils sont aussi les plus vulnérables face aux conséquences écologiques du réchauffement climatique. Il est maintenant admis que son origine est le rejet de CO₂ (et d'autres gaz) en constante augmentation essentiellement dans les pays industrialisés qui ont donc une dette écologique vis-à-vis des pays du Sud.

Les objectifs de réduction d'émission de gaz à effet de serre sont nettement insuffisants (protocoles de Kyôto puis Copenhague) et le système de marché de permis d'émission de CO₂ n'a eu aucun effet écologique car il est soumis à la spéculation. La fuite en avant dans le nucléaire est dangereuse pour l'avenir. Le recours aux agrocarburants en menaçant les cultures vivrières et les forêts tropicales est une fausse solution face au problème de l'épuisement des énergies fossiles.



— *Qu'est ce que tu fais pour le climat ?*

— *Toi d'abord !*

Alors que faire ?

- Mettre en place une régulation politique internationale des quotas et des coûts d'émission de CO2 d'abord dans les pays les plus gaspilleurs.
- Enclencher une décroissance énergétique d'abord dans ces pays.
- Compenser les dégâts du réchauffement climatique au Sud par des taxes globales.



— *Vous fermez le robinet en vous brossant les dents...
et moi, je continue à polluer comme avant...*



— *Mais c'est pour les agrocarburants...!*

- Créer un modèle de développement nouveau fondé sur la reconnaissance de Biens Publics Mondiaux (eau, air, climat, connaissance du vivant ...) dont l'usage, soustrait à l'emprise du marché et des firmes transnationales, soit contrôlé démocratiquement.

Troisième pilier: La croissance du profit au détriment de la rémunération du travail

Depuis les années 1980, la gestion des entreprises a changé. Le **partage de la richesse** produite (valeur ajoutée) entre salaires et profit est devenu **nettement défavorable aux salariés-es** (la part des salaires dans la valeur ajoutée est passée de 75% à 65% entre 1982 et 2007).

De même, la **répartition des profits** entre investissements, revenus du capital et épargne salariale s'est **modifiée en direction de l'accroissement de la part des revenus du capital** (dividendes).

Il s'agit d'une remise en cause des pratiques mises en place après guerre qui reposaient sur une amélioration de l'équilibre des pouvoirs entre travailleurs, pouvoirs publics et propriétaires du capital. Les profits, étaient alors massivement réinvestis dans l'appareil productif, permettant la création d'emplois.

Le renforcement du pouvoir des propriétaires du capital s'est traduit par une **augmentation de la part des dividendes** dans les profits, passée de 7% à 16% entre 1993 et 2007 et par une **stagnation des investissements** préjudiciable à la compétitivité future des entreprises françaises.

L'augmentation du profit est devenu le **seul but à atteindre dans les entreprises**. Les actionnaires

dominent encore d'avantage les décisions stratégiques de l'entreprise au détriment des autres acteurs (salariés-es, syndicats...). De plus, les

dirigeants de l'entreprise, en devenant eux-mêmes actionnaires via les stock-options, ont centré la gestion sur l'intérêt des actionnaires, si bien que les mécanismes démocratiques de l'entreprise ont presque disparu, laissant les salariés-es impuissants et mal informés.



Alors que faire ?

- Repenser le rôle des entreprises en leur redonnant une mission sociale et non plus celle de recherche exclusive du profit;
- Remettre la contribution du travail dans la création de richesse à sa juste place en mettant fin à l'emprise totale des actionnaires sur l'entreprise;
- Accroître les taxes sur les bénéfices distribués aux actionnaires et diminuer l'impôt des bénéfices réinvestis localement;
- Interdire les licenciements boursiers dans des entreprises en bonne santé financière;
- Réduire les inégalités en fixant un écart maximal entre les revenus des gestionnaires de l'entreprise et ceux des salariés-es les moins rémunérés;



— *Le gâteau grossit toujours...*
— *Mais il y a de moins en moins de miettes...*

- Élargir et dynamiser le rôle des syndicats pour assurer une meilleure protection et information des salariés et des chômeurs.



NON AU DÉTRICOTAGE DU DROIT DU TRAVAIL

Quatrième pilier: La privatisation des services publics et des biens publics mondiaux

Dans les pays où les services publics répondaient aux besoins fondamentaux en éducation, santé, recherche, transport, culture et énergie, une politique de privatisation est en œuvre qui vise à les démanteler avec l'appui de ceux qui espèrent en tirer d'énormes bénéfices.

A une logique de services pour les citoyens-nes financés par eux avec un prix identique sur l'ensemble du territoire qui assure un accès plus juste, on substitue la logique

marchande. Les pays qui ont privatisé les services publics les ont vu se dégrader et les prix augmenter contrairement aux affirmations sur les vertus de la concurrence.

Au niveau international obéissant à la même stratégie, les réajustements structurels imposés par la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International dans les pays du Sud, ont menés au démantèlement des services publics et des protections sociales.



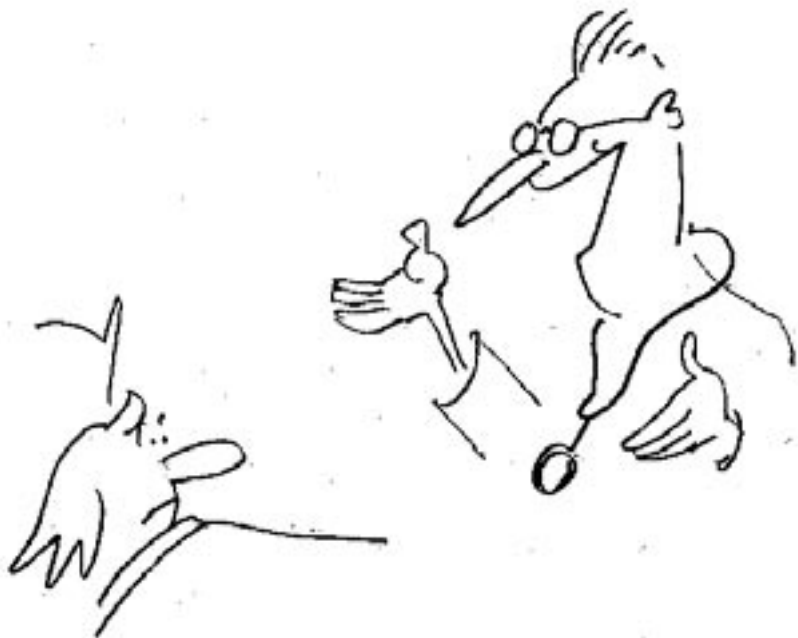
— ...!

— Je ne distribue que des dividendes aux actionnaires...

Alors que faire ?

- **Défendre les services publics** seuls aptes à assurer le maximum de justice sociale face aux mutations imposées par la mondialisation;
- **Dégager les moyens financiers nécessaires à ces services** en particulier en direction des pays du Sud pour les aider à développer leurs services publics;
- **Définir et financer à l'échelle mondiale les Biens Publics Mondiaux** (eau, air, climat, ...) qui doivent être accessibles à tous et échapper à la marchandisation.

LA SANTÉ N'EST PAS UNE MARCHANDISE



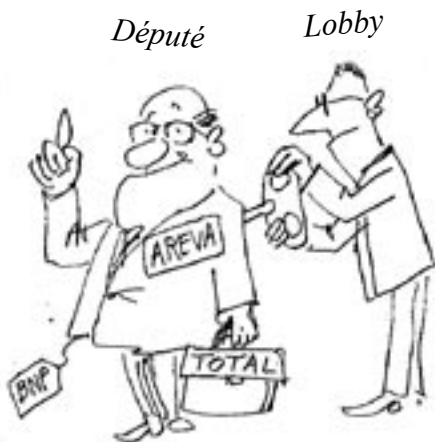
*— Comme traitement, je suggère
une totale soumission à la loi du marché..*

Cinquième pilier: Le contrôle des démocraties

Les « libertés » économiques s'accrochent parfaitement de la dictature ou tolère une **démocratie limitée** qui intervient le moins possible sur l'économie.

Celle-ci est de plus en plus entre les mains d'une minorité restreinte qui pèse sur les parlements grâce à de **puissants lobbies** et **encadre le débat** par des médias sous leur contrôle.

La **limitation des choix politiques** au bénéfice du tout marché existe à l'échelon international, de l'Union Européenne, des pays, des collectivités locales et jusqu'à celui des entreprises.



— *Je tiens par dessus tout à mon indépendance.*



— *Les loups vont réformer le troupeau...!*

Alors que faire ?

Pour un exercice effectif de la démocratie, la démocratie représentative est un minimum mais elle ne suffit pas. Il faut:

- Favoriser de nouvelles formes de contrôle des mandats des élus;
- Favoriser de nouvelles formes de prise de décisions à tous les niveaux;
- Donner au citoyen du temps social et de l'information pour qu'il intervienne dans les affaires publiques;
- Donner pour mission à l'école de développer l'esprit critique;
- Redonner à la presse une réelle liberté;
- Donner la primauté aux organisations représentatives des salariés-es sur les actionnaires dans l'entreprise;
- Augmenter le pouvoir du Parlement européen et encourager l'intervention directe des citoyens;
- Renforcer le rôle de l'ONU plutôt que celui du G8 ou au G20, celui des ONG plutôt que celui des groupes de pression des multinationales pour réformer le capitalisme financier et lutter contre le réchauffement climatique.



— Couché...à la niche !

Nos succès, nos réalisations depuis 1998

Après la chute du mur de Berlin (1989), le mythe de la mondialisation heureuse, sans alternative au capitalisme libéral s'est développé. Des mouvements contestataires, composés d'acteurs très divers ont émergé au Nord comme au Sud. Le mouvement altermondialiste était né. Attac s'inscrit dans ce mouvement au côté de mouvements sociaux et de nombreuses ONG et a contribué par ses actions :

- Au rejet de l'Accord multilatéral sur l'investissement en 1998 (AMI, accord interdisant des discriminations par la nationalité entre investisseurs)

- A l'échec du Sommet de l' OMC de Seattle en 1999 (Demande par les altermondialistes de prendre en compte des valeurs non marchandes dans la sphère économique)

- Au rejet du Traité constitutionnel européen (2005) qui institutionnalise la primauté du marché

- Au discrédit du néolibéralisme dans de nombreux secteurs de la

population qui rejoignent les thèses d'attac et des altermondialistes en dénonçant les failles du système néolibéral basé sur l'austérité budgétaire, la libéralisation et la privatisation.

La crise actuelle valide les analyses d'attac dénonçant la mondialisation néolibérale (économies basées sur le tout marché et la finance) et conforte nos propositions:

- Re-régulation des banques et du système financier, discutée lors des sommets du G20 en 2008 et 2009
- Sanctions à prendre vis-à-vis des paradis fiscaux non

coopératifs, également abordées lors du G20 de Londres en 2009. Attac demande leur suppression.

- Évocation en Europe de la mise en place des taxes financières globales comme la taxe Tobin (taxe sur les transactions financières), défendue par attac depuis sa création.



NOS COMBATS D'ICI 2012

L'objectif central d'attac est de **combattre la crise globale** (financière, économique, sociale, écologique) dans la perspective de l'émancipation humaine. C'est pourquoi dans ses actions comme dans ses propositions, attac cherche à élargir les cadres de mobilisations et de constructions d'alternatives (par exemple, lien entre climat et justice sociale).

Les principaux axes d'interventions seront :

1 SUBORDONNER LA FINANCE ET RÉGLEMENTER LES ÉCHANGES

Attac continuera de populariser un certain nombre d'idées visant au contrôle de la finance et des échanges dans le but de promouvoir les intérêts des citoyens-nes et non pas exclusivement ceux des grands groupes financiers et industriels

Attac donnera aux citoyens-nes les moyens concrets d'exprimer leur rejet des pratiques actuelles des banques en lançant une campagne en 2010 (conjointement à ses partenaires syndicaux ou associatifs) « Je change ma banque ou je change de banque ».

NON À L'ÉCONOMIE CASINO



— *Je garde les gains, vous épongez les pertes...*

2 RÉPONDRE À L'URGENCE CLIMATIQUE ET À L'ENSEMBLE DE LA CRISE ÉCOLOGIQUE

Le changement climatique n'est qu'un des aspects d'une grave crise écologique globale (pollutions diverses, perte de biodiversité, épuisement de ressources naturelles).

La résolution de cette crise passe par un choix de société qui ne peut pas être laissé aux seuls acteurs du marché.

L'accès égal pour tous les êtres humains aux ressources naturel-

les doit être garanti. Ce qui nécessite une gestion économe de ces ressources, la maîtrise des changements en cours et, surtout, une très forte réduction des inégalités de revenus partout dans le monde.

Attac, en lien avec les associations concernées, cherchera à populariser et à encourager les initiatives économiques soutenables écologiquement et socialement.

SPÉCULATION À LA BAISSSE SUR LES DROITS D'ÉMISSION...



— Ça devient pas cher de polluer....

3 DÉFENDRE LES DROITS SOCIAUX

Le capitalisme néolibéral cherche à réduire au maximum les droits sociaux (protection sociale, solidarité, répartition des richesses, emplois partagés) qui sont des biens communs construits par les sociétés.

Attac continuera son travail citoyen d'explication des enjeux de la protection sociale, des services publics, du droit du travail et de la réduction des inégalités.

La sensibilisation se poursuivra à travers le réseau des Attac d'Europe autour de différentes propositions (salaire minimum dans tous les pays et revenu maximum, reve-

nu garanti pour tous, convergence du droit social vers le haut, assurance maladie et retraite placées hors marché, maintien des services publics).

Attac a lancé en 2010 une campagne « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites » pour mettre la question du partage de la richesse produite au centre du débat public sur l'avenir des retraites et montrer que des solutions différentes de celles proposées par le gouvernement sont possibles.

Attac soutiendra tout particulièrement les initiatives des chômeurs et des précaires.



Après une vie de cotisation...

4 PROMOUVOIR UN DÉVELOPPEMENT HUMAIN NON CAPITALISTE ET NON PRODUCTIVISTE

Le capitalisme néolibéral a montré combien le productivisme (produire toujours plus) détruit le social et l'environnement. Il est donc impératif de proposer des types de développement radicalement différents.

Attac soutiendra la réflexion, les débats ou les initiatives expérimentales concernant des modèles de développement alternatifs (alternatives à la croissance économique illimitée, sobriété énergétique et alternatives aux énergies fossiles et nucléaire, taxation sur l'énergie consommée, développement du commerce équitable et transferts de savoirs Nord/Sud, expériences de coopératives ou de monnaies solidaires, commerce équitable...).



5 DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE

La démocratie est, de fait, confisquée par une minorité (élites politiques, élites médiatiques, dirigeants économiques) qui gère le processus démocratique en le mettant sous tutelle. Les grands choix économiques, sociaux et écologiques devraient relever de débats et de décisions démocratiques. De ce fait, **des pratiques démocratiques alternatives sont à développer** en premier lieu **au niveau local**. Ce qui nécessite également la mise en place d'une articulation entre les initiatives citoyennes et la programmation globale.

Attac encouragera le développement de l'intervention directe

des citoyens dans les décisions politiques (référendum d'initiative populaire, conférences de citoyens...), militera pour l'abrogation de la « directive de la honte » en Europe, portant sur l'expulsion des étrangers en situation irrégulière, **élaborera avec les Attac d'Europe les principes de base d'un nouveau traité européen**. De façon plus générale, attac participera aux actions collectives visant à faire progresser ou à instaurer la démocratie, notamment aux initiatives permettant aux citoyens de se faire entendre (par exemple, votation citoyenne sur la privatisation de la poste...).



Vous partagez nos idées ? Alors passez à l'attac !

Lancée en 1998, l'Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Inscrite dans le mouvement altermondialiste, elle vise à la reconquête des espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière. Elle cherche à la fois à dénoncer les mécanismes du capitalisme néolibéral et à être une force de proposition pour dessiner les contours d'un autre monde possible.

Ce document a été conçu par Attac 15ème.

Ne le jetez pas sur la voie publique,
donnez le à vos voisins une fois terminé.

En savoir plus:

Attac France

21 ter rue Voltaire 75011 Paris

Tél. : 01 56 06 43 60

Site : www.france.attac.org

Attac Paris 15ème

Maison Des Associations

22 rue de la Saïda 75015 PARIS

Site : www.local.attac.org/paris15

Courriel: paris15@attac.org